



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE
E/CN.4/1986/64
12 mars 1986
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-deuxième session
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTIONS DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN
PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 12 mars 1986, adressée au Sous-secrétaire général
aux droits de l'homme par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Veillez trouver ci-joint une note sur la politique d'oppression menée
par le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie à l'encontre de
la minorité turque de ce pays.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la note
ci-jointe comme document officiel de la Commission des droits de l'homme à
sa quarante-deuxième session, au titre du point 12 de l'ordre du jour.

(Signé) L'Ambassadeur,
Représentant permanent

Ercüment YAVUZALP

Annexe

Le sort de la minorité turque en Bulgarie inquiète profondément la Turquie. Dans le monde entier, les organes d'information ont rendu compte des graves violations des droits de l'homme dont est victime cette minorité. En outre, le Gouvernement de la République de Turquie, d'autres gouvernements et des organisations non gouvernementales ont porté la question devant un grand nombre d'instances internationales.

Les Turcs, dont les descendants forment la minorité turque actuelle, ont commencé à s'installer en Bulgarie à la fin du XIV^{ème} siècle, après que l'Empire ottoman y a établi sa souveraineté en 1393. Ils y ont vécu sans interruption près de cinq siècles et, pendant cette période, l'Empire ottoman a toujours respecté la religion et la culture des Bulgares, conformément aux principes du Coran. Après l'indépendance de la Bulgarie en 1878, une importante minorité turque est restée dans le pays où elle a conservé sa religion, sa langue et sa culture tout en contribuant loyalement à l'édification de l'Etat bulgare. Des accords internationaux reconnaissent à la communauté turque de Bulgarie le statut de minorité. On estime à plus d'un million, soit environ 10 % de la population totale, le nombre de citoyens bulgares d'origine turque qui résident actuellement dans le pays.

Depuis la seconde guerre mondiale, notamment, la minorité turque musulmane de Bulgarie fait l'objet d'une politique d'assimilation et de "bulgarisation" qui restreint progressivement ses droits politiques, économiques, sociaux, culturels et religieux. Par ailleurs, elle a toujours été politiquement sous-représentée aux niveaux national et local, les postes de responsabilité revenant exclusivement à des personnes d'origine bulgare. La proportion d'étudiants d'origine turque est extrêmement faible dans les universités. En outre, on ôte progressivement à la minorité turque les moyens de préserver son identité linguistique. En 1951, il y avait dans 1 199 écoles primaires et lycées 3 037 enseignants qui dispensaient des cours en turc à 100 376 élèves turcs. Peu à peu, le système éducatif turc a été intégré au système national bulgare et toute instruction en langue turque a disparu. La presse et la radio turques ont de même été progressivement éliminées. Parallèlement, les écoles coraniques ont été fermées, et les séminaires islamiques ont dû suspendre leurs activités. Mais la minorité turque ayant réussi à préserver son identité nationale, sa culture, ses traditions et sa religion en dépit de cette politique d'assimilation et des diverses difficultés auxquelles elle se heurtait, les autorités bulgares ont adopté des mesures plus radicales et intensifié la répression. Pour tenter de faire pression sur la minorité turque, elles ont eu recours à diverses mesures discriminatoires : menaces, détentions arbitraires, amendes, lenteurs ou retrait de services administratifs, blocage ou saisie de comptes bancaires, refus d'employer, licenciements illégaux et obstruction de promotions.

La campagne visant à "bulgariser" de force la minorité turque et à détruire son identité nationale, religieuse, culturelle et linguistique, a atteint un niveau sans précédent à la fin de 1984. Victimes d'une oppression cruelle, les membres de la minorité turque ont été forcés de changer leurs noms turcs, qui les liaient à leur culture d'origine, en noms bulgares traditionnels. Pendant cette campagne, ils ont été contraints à signer des déclarations par lesquelles ils renonçaient volontairement à leurs noms turcs en faveur de noms bulgares. Les papiers officiels des victimes de cette campagne ont été modifiés en conséquence. Ce processus de dépersonnification est allé jusqu'au cimetière puisqu'on a changé les noms sur les pierres tombales ou détruit

celles-ci pour que disparaisse toute trace de la minorité turque en Bulgarie. Toutes les publications en turc ont totalement cessé de paraître et les émissions de radio en langue turque ont été supprimées. On a même interdit l'usage de la langue turque en public.

D'autres mesures prises par les autorités bulgares indiquent que la politique d'assimilation forcée et d'annihilation totale de la minorité turque musulmane visent également à supprimer la religion islamique. La plupart des mosquées ayant été fermées ou transformées en entrepôts, il n'y a pratiquement plus de mosquées ouvertes pour la prière quotidienne. A Sumnu, "L'Ancienne Mosquée", vieille de cinq siècles, a été démolie et son site transformé en chantier de construction. Des cérémonies telles que mariages, funérailles et circoncisions, qui ont lieu selon la tradition islamique, sont interdites. Sous peine de châtement, on ne peut, même en privé, pratiquer la foi islamique.

Récemment, les autorités bulgares sont allées encore plus loin en interdisant le jeûne pendant le mois du Ramadan et le pèlerinage à la Mecque. La presse bulgare mène une campagne anti-islamique, à preuve, les lignes suivantes parues dans le journal "Nova Svetlina" du 8 décembre 1984 : "Comme vous le savez, Hadjar Al-Aswad (la pierre noire) n'est pas une pierre sacrée et elle n'est pas non plus suspendue dans les airs. Les fondateurs de la religion musulmane ont comme à l'habitude exploité l'ignorance du peuple". De même, dans le numéro du même journal du 13 juin 1985, on pouvait lire ce qui suit : "Nous édifions aujourd'hui une société socialiste avancée dans notre mère patrie et aucun de nous n'a besoin de coutumes, de traditions ou de rites religieux. L'individu socialiste n'a besoin ni du Ramadan ni du jeûne". Par ailleurs, les dirigeants politiques bulgares eux-mêmes ont fait des déclarations anti-islamiques. Dans un discours prononcé à Hasköy, le 21 juin 1985, M. Stayon Stoyanov, Secrétaire du Parti communiste bulgare, a qualifié l'Islam de religion anachronique, faisant obstacle au progrès et au développement des individus, et des sociétés. Il a également prétendu que la religion islamique suscitait dans l'esprit des hommes le fanatisme et le conservatisme. Des points de vue analogues ont été exprimés par M. Dimitar Stanisev, secrétaire du Comité central du Parti.

Selon des renseignements émanant de diverses sources et de nombreux articles parus dans la presse internationale, les services de sécurité bulgares ont commis des actes de violence pendant la campagne menée pour forcer les membres de la communauté turque à changer de nom. Ceux d'entre-eux qui se sont opposés aux politiques d'assimilation obligatoire ont fait l'objet de persécutions et ont été sévèrement punis. Des villages déclarés récalcitrants ont été investis et fouillés par l'armée qui a pratiqué des exécutions sommaires dans un certain nombre d'entre-eux. Plusieurs milliers de Turcs musulmans qui tentaient de résister ont été emprisonnés dans le camp de Belene situé sur une île du Danube et dans d'autres camps ou prisons du même type dans l'ensemble du pays.

Dans un premier temps, les autorités bulgares se sont efforcées d'occulter les faits. Les événements ayant par la suite pris une telle ampleur qu'il était impossible de les dissimuler, elles ont prétendu que les membres de la minorité musulmane turque avaient changé de nom de leur propre gré. Elles sont enfin allées jusqu'à nier l'existence de la minorité turque.

On ne nous fera pas croire que plus d'un million de Turcs musulmans, y compris les vieillards et les enfants, ont décidé du jour au lendemain d'échanger volontairement leur nom turc contre des noms bulgares. Le nom, c'est l'identité de l'individu, son symbole et celui de sa famille ainsi que de sa culture nationale. Dans certains cas, c'est aussi le symbole de sa religion. La minorité turque de Bulgarie parle le turc. Elle est fière de son patrimoine culturel et attachée à la foi islamique. Pour savoir ce que pense vraiment cette minorité, il suffirait que les autorités bulgares, qui prétendent que près d'un million de personnes d'origine turque sont en fait de race bulgare, permettent aux intéressés d'émigrer librement. Au contraire, toutefois, le Gouvernement bulgare leur interdit d'émigrer en Turquie, pays qui a proposé de les accueillir. En outre, il a même éprouvé le besoin de forcer les citoyens d'origine turque à signer un papier libellé de la manière suivante "je ne souhaite pas émigrer en Turquie". Les membres de la minorité turque n'ont pas le droit de se rendre en Turquie ni celui de communiquer avec ceux de leurs proches qui résident dans ce pays. Enfin, les autorités bulgares ont interdit aux journalistes étrangers, qui pourraient rendre compte objectivement de la situation, de se rendre dans les régions peuplées par des Turcs.

L'existence de la minorité turque, que nient aujourd'hui les autorités bulgares, était autrefois officiellement reconnue et des termes comme "minorité turque", "citoyen bulgare d'origine turque", ou "turc-bulgare" figuraient dans les déclarations officielles et de nombreux documents bulgares. Une brochure publiée en 1951 par l'Office de la presse bulgare a pour titre "la minorité turque dans la République populaire de Bulgarie". Son Excellence, Todor Zhivkov, chef de l'Etat bulgare, a lui-même reconnu l'existence d'une minorité turque dans un entretien accordé à M. Robert Maxwell, président de "Pergamon Press" en 1981.

Dans un rapport du 15 août 1984 que la Bulgarie a présenté au titre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et qui a été publié le 18 octobre 1984 (CERD/C/118/Add.17), il est clairement fait état de l'existence de citoyens bulgares d'origine turque. Le 10 janvier 1986, toutefois, le Gouvernement bulgare a distribué un rapport révisé (CERD/C/118/Add.17/Rev.1) où ne figurait plus aucune mention des minorités en Bulgarie ni évidemment de la minorité turque. Autrement dit, on demande à la communauté internationale de croire que toutes les minorités qui ont vécu en Bulgarie pendant des siècles et jusqu'à l'année dernière ont aujourd'hui complètement disparu. En outre, d'après les chiffres officiels des derniers recensements bulgares de 1956 et de 1965, la minorité turque comptait respectivement, 676 025 et 746 000 membres, et augmentait au rythme de 2 %. Déduction faite des 130 000 Turcs qui ont émigré en Turquie entre 1968 et 1978, il suffit donc d'un simple calcul pour arriver sans aucun doute possible au chiffre de 1 million de citoyens bulgares d'origine turque résidant en Bulgarie à l'heure actuelle.

En outre, il est fait clairement mention de l'existence d'une minorité turque dans des accords bilatéraux conclus par la Bulgarie et la Turquie. Au paragraphe 1 de l'article 2 de l'Accord d'établissement, signé le 18 octobre 1925, le même jour que le Traité d'amitié turco-bulgare, il est dit que les signataires s'engagent mutuellement à ne faire obstacle en rien à l'émigration volontaire de Turcs en Bulgarie et de Bulgares en Turquie. Les mots "minorité turque" apparaissent dans une note bulgare du 22 septembre 1950 adressée au Gouvernement turc. Dans le texte d'un Accord sur l'émigration conclu le 22 mars 1968 entre les deux pays, il est fait mention des "citoyens bulgares d'origine turque".

Par ailleurs, l'Etat bulgare a des obligations contractuelles multilatérales envers les minorités, notamment la minorité turque qui vit sur son territoire. Selon le Protocole annexé au Traité d'amitié turco-bulgare du 18 octobre 1925, la Bulgarie s'engage à appliquer les clauses du Traité de Neuilly-sur-Seine de 1919, concernant la protection des minorités, à la minorité musulmane vivant dans le pays et, réciproquement, la Turquie s'engage à appliquer à la minorité bulgare en Turquie les clauses équivalentes du Traité de Lausanne de 1923. De plus, en vertu de l'article 2 du Traité de Paris de 1947, dont la Bulgarie est signataire, cet Etat s'engage à prendre toutes mesures nécessaires pour assurer à toute personne relevant de sa juridiction la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. La Bulgarie est également signataire de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui s'est réunie à Helsinki en 1975, ainsi que du Document de Madrid de 1983 qui oblige les Etats parties où vivent des minorités à assurer aux membres de ces groupes l'entière jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Enfin, la Bulgarie est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, instruments internationaux qui contiennent de nombreuses dispositions selon lesquelles les Etats contractants s'engagent à assurer, sans aucune discrimination, la jouissance des droits de l'homme et des libertés sur leur territoire. Rappelons à ce propos le texte de l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : "Dans les Etats où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue".

Par sa politique d'assimilation et de "bulgarisation" forcées, qui est contraire à ses obligations contractuelles bilatérales et multilatérales et aux principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Bulgarie viole de manière flagrante les droits de l'homme et les libertés fondamentales de la minorité turque. En outre, l'action des autorités bulgares est également contraire à la Constitution bulgare de 1971 qui interdit toutes formes de discrimination fondée sur la nationalité, la race, la religion ou d'autres critères. Il convient de souligner, notamment, l'article 47 de cette Constitution où il est dit que "... les citoyens qui ne sont pas d'origine bulgare ont le droit d'apprendre leur propre langue", ainsi que l'article 53 aux termes duquel "la liberté de conscience et de culte est garantie à tous les citoyens" "qui doivent avoir la possibilité de pratiquer des rites religieux".

Le Gouvernement turc s'est efforcé, à diverses reprises, de trouver une solution au problème de la minorité turque en Bulgarie par voie de négociations bilatérales dans le cadre de sa politique de bon voisinage avec la Bulgarie. A ce propos, la Turquie a maintes fois proposé de négocier différents aspects de la question avec la Bulgarie, et même de conclure un vaste accord relatif à l'émigration. Jusqu'à présent, le Gouvernement turc n'a pas reçu de réponse positive des autorités bulgares. Au contraire, M. Stanko Todorov, Président de l'Assemblée nationale bulgare, dans une déclaration faite en public à Sliven en mars 1985, a ouvertement menacé d'exil interne les membres de la minorité turque qui souhaitaient émigrer en Turquie. Voici un extrait de sa déclaration : "... Ceux qui se laissent duper par la propagande d'Ankara et de ses agents nationalistes locaux, ceux qui en ont assez de vivre dans leur village et

souhaitent émigrer, doivent savoir que les autorités compétentes ont reçu l'ordre de tout faire pour qu'ils puissent partir rapidement. En l'espace de trois ou quatre heures ... Pas vers la Turquie, toutefois, mais vers d'autres régions de Bulgarie où ils pourront vivre plus calmement et trouver le bonheur". Aujourd'hui, la Bulgarie refuse de négocier les problèmes liés à la minorité turque en invoquant le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats. Or le Gouvernement turc a toujours affirmé catégoriquement qu'il n'avait jamais eu ni n'aurait jamais la moindre intention d'intervenir dans les affaires intérieures de la Bulgarie. L'intérêt que la Turquie porte à la minorité turque en Bulgarie est lié à des considérations humanitaires ainsi qu'aux droits qui sont les siens, conformément aux accords conclus. Elle n'a donc jamais manqué de manifester son intérêt en la matière, ce qu'acceptaient les autorités bulgares. Aussi, la question de la minorité turque en Bulgarie a-t-elle toujours occupé une place importante dans les entretiens turco-bulgares des dernières années, au cours desquels le Gouvernement bulgare avait adopté une attitude positive en acceptant d'examiner la question et en promettant que les autorités compétentes feraient le nécessaire. Il a même déclaré au plus haut niveau et à diverses reprises qu'il était disposé à envoyer en Turquie tous les Turcs qui le souhaitaient. Le fait qu'il adopte aujourd'hui une attitude diamétralement opposée montre quelles sont les intentions réelles de ce pays qui, en invoquant abusivement le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures, essaye d'échapper à ses obligations contractuelles et tente d'annihiler l'identité nationale, culturelle et religieuse de la minorité turque. Les mesures prises par la Bulgarie dans le cadre de sa politique de bulgarisation forcée, outre qu'elles contreviennent à ses obligations bilatérales et internationales, constituent une violation flagrante des droits de l'homme et des libertés fondamentales que tous les pays se sont engagés à respecter.

Le Gouvernement turc reste disposé à négocier les questions liées à la minorité turque en Bulgarie sous tous leurs aspects, y compris l'émigration volontaire en Turquie des membres de cette communauté. Compte tenu des droits qui sont les siens du point de vue contractuel et humanitaire, la Turquie continuera à dénoncer les violations des droits de l'homme de la minorité turque en Bulgarie, et elle a la conviction que les membres de la communauté internationale qui sont attachés au principe du respect des droits de l'homme ne manqueront pas d'apporter leur soutien précieux à la solution urgente de ce problème hautement humanitaire pour éviter tout risque d'annihilation totale de la minorité turque.